

L'invasion du Sahara occidental par le Maroc met en péril la sécurité dans la région

Publié Le : Jeudi, 24 Juin 2021 17:49 Lu : 4 fois

Imprimer | Envoyer | Partagez



CHAHID EL HAFID

- Le ministre sahraoui des Affaires étrangères, Mohamed Salem Ould Salek, a déclaré que la guerre au Sahara occidental et l'invasion de ce territoire par le Maroc mettent en péril la sécurité non seulement dans la région maghrébine, mais aussi en Europe.

Dans une déclaration à la Radio télévision Belge Francophone (RTBF), le chef de la diplomatie sahraouie a affirmé que le conflit au Sahara occidental est "un conflit international sur lequel il n'y a pas d'information", ajoutant que "cette guerre a affecté les relations de l'Europe avec les parties en conflit".

Il a souligné que l'hospitalisation du chef du Front Polisario en Espagne a servi de prétexte au Maroc pour faire pression sur Madrid et sur les pays européens : "le Maroc voulait que l'Espagne et l'Union européenne suivent la déclaration de Donald Trump qui a reconnu illégalement l'occupation de notre pays par le Maroc et qui veut légaliser le fait accompli marocain. L'UE n'a pas suivi cette violation du droit international."

M. Ould Salek a estimé que des élus démocrates comme républicains ont critiqué la démarche "non seulement parce qu'elle est contraire aux décisions des Nations unies et à la légalité internationale, mais aussi parce qu'elle va à l'encontre des intérêts stratégiques des Etats-Unis dans la région".

Le Maroc espérait au contraire que l'Espagne et d'autres pays européens emboîtent le pas à l'ex-locataire de la Maison-Blanche. Pour augmenter la pression, les forces de sécurité marocaines ont laissé passer des milliers de candidats à l'exil vers l'enclave espagnole de Ceuta, le 17 mai.

L'épisode a été perçu comme un chantage migratoire : le Maroc continuera à surveiller ses frontières vers l'Europe si l'Union fait un geste sur la question sahraouie.

Lire aussi: [Le groupe de Genève organise une conférence sur l'autodétermination des Sahraouis](#)

"On a vu que le Maroc a utilisé sa propre population civile comme chair à canon", dénonce Mohamed Salem Ould Salek, ajoutant que "les pays européens ont voulu s'accommoder avec le Maroc contre vents et marées. Cette complicité avec le Maroc l'a encouragé à dépasser les lignes rouges, y compris utiliser sa propre population civile, y compris les enfants, pour exercer un chantage sur l'Espagne et l'Europe. C'est inacceptable. L'UE doit assumer ses responsabilités. Le Maroc doit respecter les frontières de ses voisins, stabiliser les relations avec son voisinage."

Par ailleurs, les autorités sahraouies accusent le Maroc d'avoir ravivé le conflit sur le terrain et d'avoir fait voler en éclat le cessez-le-feu signé en 1991.

"Le Maroc a violé à plusieurs reprises ce cessez-le-feu. Le 13 novembre 2020, il a franchi le mur qui séparait les troupes sahraouies et marocaines et a encore annexé une partie supplémentaire du territoire sahraoui, jusqu'à la frontière mauritanienne. Depuis lors, nous assistons à des combats entre les armées sahraouie et marocaine", a précisé le ministre sahraoui.

Il a ajouté que le Maroc "devait aller de l'avant avec la solution démocratique, en laissant les Sahraouis choisir leur futur. S'ils veulent être Marocains, ils vont le dire à travers un référendum. Mais s'ils veulent être indépendants, il faut que le Maroc l'accepte".

Après ce blocage, le Maroc a mis sur la table une troisième voie : un statut d'autonomie pour la région du Sahara, mais sous souveraineté marocaine.

"Cette proposition est inacceptable pour le Front Polisario", a indiqué le ministre, soulignant qu' "avant la colonisation espagnole, le Sahara occidental n'a jamais fait partie du Maroc. Il ne s'agit pas d'une sécession. La Cour européenne de justice de Luxembourg l'a répété en 2018 : le Maroc et le Sahara sont deux pays séparés et distincts".

Il a appelé le Maroc à respecter "les frontières héritées de l'époque coloniale et ses propres frontières".